



Conseil économique
et social

Distr.
GENERALE

E/1982/3/Add.20
5 novembre 1982
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Première session ordinaire de 1983

APPLICATION DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ECONOMIQUES,
SOCIAUX ET CULTURELS

Rapports présentés par les Etats parties au Pacte sur les droits
faisant l'objet des articles 13 à 15, conformément à la résolution
1988 (LX) du Conseil économique et social

DANEMARK

[29 juillet 1982]

I. Généralités

On trouvera ci-après un exposé succinct de la situation au Danemark.
Conformément aux directives générales pour l'établissement des rapports concernant
les articles 13 à 15 du Pacte (voir E/1982/3), l'accent est mis sur les faits
nouveaux intervenus depuis le 3 janvier 1976.

Pour la présentation des renseignements, on a suivi l'ordre indiqué dans les
directives susmentionnées.

II. ARTICLE 13 : DROIT A L'EDUCATION

A. Les principales lois danoises concernant le droit à l'éducation sont les
suivantes :

- a) Loi No 313 du 26 juin 1975 relative aux Folkeskole (enseignement
préscolaire, enseignement primaire et enseignement secondaire du premier degré);
- b) Loi No 289 du 8 juin 1977 relative à l'enseignement professionnel de base;

c) Loi No 165 du 7 juin 1958 relative aux Gymnasia (enseignement secondaire du second degré);

d) Loi No 236 du 8 juin 1978 relative aux examens d'entrée à l'université (examens passés dans le cadre de l'enseignement secondaire du second degré);

e) Loi No 362 du 13 juin 1973 relative à l'administration des établissements d'enseignement supérieur;

f) Loi No 218 du 23 mai 1979 relative à l'aide de l'Etat en matière d'éducation;

g) Loi No 101 du 12 avril 1978 relative à l'égalité entre les hommes et les femmes en matière d'emploi, etc. Cette loi stipule que les employeurs doivent offrir aux hommes et aux femmes les mêmes possibilités de bénéficier d'une orientation professionnelle et de suivre une formation professionnelle complémentaire, tant théorique que pratique. En outre, cette loi permet de prendre des mesures particulières en vue de corriger les inégalités existantes qui influent sur les possibilités d'accès à l'emploi, à l'enseignement professionnel, etc., dont jouissent les hommes et les femmes.

Ces lois, et les amendements qui leur ont été apportés depuis leur mise en application, ainsi qu'un certain nombre de lois et de décisions administratives complémentaires ont permis de mettre en place au Danemark un système visant à assurer à chacun une éducation correspondant à ses aptitudes et ses souhaits.

Les limitations financières de telles mesures exposent à la capacité des établissements d'enseignement d'un niveau équivalant au premier degré du secondaire font qu'il est difficile de parvenir à une situation parfaitement satisfaisante sur le plan de l'égalité. Cependant, dans plusieurs domaines, des décisions et mesures ont été appliquées en vue d'assurer l'égalité en matière d'éducation.

Certaines décisions et mesures importantes prises à cette fin depuis le 3 janvier 1976 sont mentionnées ci-après.

S'agissant en particulier de l'égalité entre les hommes et les femmes en matière d'éducation, le Ministère danois de l'éducation a créé, en décembre 1976, un comité "chargé d'examiner, à partir d'enquêtes qu'il réalisera lui-même et d'autres études, l'importance de l'éducation pour les problèmes touchant à l'égalité et au rôle des deux sexes et, sur la base de leurs conclusions, d'entreprendre des études supplémentaires et de proposer des mesures en vue de promouvoir l'égalité dans le domaine de l'enseignement". Le comité a présenté son premier rapport en 1978.

Comme il est stipulé à l'article 4 de la loi No 313 du 26 juin 1975 relative aux Folkeskole (enseignement primaire et enseignement secondaire du premier degré), des cours portant sur des questions contemporaines doivent être assurés en huitième et neuvième années d'études. Comme suite à cette loi, le Ministère de l'éducation a défini l'objet de ces cours qui est notamment de donner aux élèves un aperçu de certains des problèmes locaux, nationaux et mondiaux essentiels qui se posent à notre époque et des moyens de les résoudre.

/...

Au Danemark, ce sont les autorités locales responsables de l'enseignement qui décident de la marche à suivre pour atteindre les objectifs fixés par la loi et le Ministère de l'éducation. Toutefois, le Ministère de l'éducation a distribué aux enseignants en 1977 un guide qui contient, entre autres, des conseils sur les méthodes à utiliser pour faire connaître d'autres nations et cultures.

C. Droit à l'enseignement primaire

Depuis le 3 janvier 1976, certaines décisions ont été prises en vue d'aider des enfants qui, autrement, auraient été défavorisés par rapport aux autres enfants du même âge. Parmi ces décisions, il convient de mentionner :

La loi No 257 du 8 juin 1979 (portant modification de la loi relative aux Folkeskole et stipulant qu'il doit exister des classes d'enseignement préscolaire dans toutes les communes).

Les décrets des 9 et 10 mars 1976 relatifs à l'éducation des élèves malades (à la maison ou à l'hôpital).

Le décret du 2 juillet 1979 relatif au transport des élèves malades.

Le décret du 5 mars 1976 relatif aux cours de rattrapage à l'intention des nouveaux élèves, etc. Des cours de rattrapage sont organisés à l'intention des élèves qui ont été absents pendant une longue période pour cause de maladie, de séjour à l'étranger, etc., ou des élèves qui ont été transférés d'une école où l'enseignement dispensé est sensiblement différent de celui dispensé dans l'école où ils sont actuellement inscrits.

Le décret du 8 mars 1976 relatif à l'éducation des enfants parlant une langue étrangère. Ce décret stipule que ces enfants doivent suivre le même enseignement obligatoire que les enfants danois et qu'ils ont le droit de bénéficier d'une assistance sur le plan linguistique et sur d'autres plans pour leur permettre de tirer profit de l'enseignement reçu.

Le décret du 25 août 1978 relatif à l'éducation spéciale des enfants ayant des difficultés générales d'apprentissage.

Cinq décrets en date du 22 octobre 1979 relatifs à l'éducation spéciale des enfants ayant des problèmes de vue ou d'audition ou des handicaps physiques et des enfants ayant des difficultés de langage et d'élocution, ainsi qu'au transport des enfants et adolescents qui reçoivent une éducation spéciale.

Ces décrets ont pour objet d'assurer dans toute la mesure du possible l'égalité des enfants handicapés et des autres enfants du même âge.

D. Droit à l'enseignement secondaire

Décret du 6 novembre 1978 relatif à l'éducation des élèves malades (à la maison ou à l'hôpital).

/...

Circulaire du 26 janvier 1982 relative à la coordination des inscriptions dans certains types d'établissements d'enseignement destinés aux jeunes. Ce dispositif a été conçu pour faire en sorte que les élèves demandant à s'inscrire dans certains types d'établissements soient admis à suivre un enseignement correspondant à leur premier choix et qu'aucun candidat ne soit admis dans plus d'un établissement d'enseignement. Ce dispositif concerne le Gymnasium, l'examen d'entrée à l'université et le premier degré de l'enseignement professionnel de base.

Cette circulaire a pour origine une résolution parlementaire du 4 juin 1980, par laquelle le Folketing a invité les pouvoirs publics à faire en sorte que tous les jeunes soient assurés d'avoir accès à une forme d'éducation ou une autre. A cet effet, le Parlement a demandé qu'un système cohérent de directives et de prises en considération des souhaits des élèves soit mis en place.

E. Droit à l'enseignement post-secondaire et supérieur

Circulaire du 20 mai 1981 relative à la coordination des inscriptions dans certains types d'établissements post-secondaires et d'enseignement supérieur.

Ce dispositif répond au même objectif que le dispositif susmentionné mis en place pour l'enseignement secondaire.

F. Droit à l'éducation de base

Loi No 305 du 8 juin 1977 relative à l'éducation des adultes. Cette loi oblige les départements à organiser des cours à l'intention des adultes pour les préparer aux examens de fin d'études dans les Folkeskole (études secondaires du premier degré) dans certaines matières ainsi qu'à des examens portant sur une seule matière dans le cadre de l'examen d'entrée à l'université (enseignement secondaire du second degré).

Loi No 301 du 8 juin 1978 relative à l'éducation spéciale des adultes.

G. Développement d'un réseau scolaire

Il existe déjà un réseau scolaire développé qui fait constamment l'objet d'aménagements.

H. Etablissement d'un système adéquat de bourses

Loi No 218 du 23 mai 1979. Une assistance financière est fournie sous forme de bourses dont le montant est fonction du revenu et de la situation de fortune. Outre ces bourses, les étudiants peuvent également obtenir auprès des banques et des caisses d'épargne des prêts garantis par l'Etat.

I. Amélioration des conditions matérielles du personnel enseignant

Au Danemark, c'est là essentiellement matière à négociations entre les organisations professionnelles des enseignants et les pouvoirs publics. Les enseignants bénéficient des mêmes améliorations que les autres catégories de salariés.

/...

J. Droit de choisir l'établissement scolaire

Au Danemark, l'enseignement est obligatoire mais non la fréquentation d'un établissement scolaire déterminé. Le choix de ce dernier est donc entièrement libre.

Loi No 306 du 8 juin 1977. Sous certaines conditions, les écoles privées indépendantes sont autorisées à préparer les élèves aux examens de fin d'études des Folkeskole.

Les écoles de ce type bénéficient de subventions publiques très importantes.

K. Liberté de créer et de diriger des établissements d'enseignement

Une telle liberté existe, mais seuls les établissements qui répondent à certaines conditions peuvent prétendre bénéficier de subventions publiques et présenter leurs élèves aux examens sanctionnés par l'Etat. En dehors de la loi mentionnée à la section J, aucune nouvelle législation importante n'a été adoptée dans ce domaine.

ARTICLE 14 : PRINCIPE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE ET GRATUIT POUR TOUS

Au Danemark, comme indiqué ci-dessus, l'enseignement est obligatoire pour tous pendant une période de neuf années à partir de l'âge de sept ans. Tout le monde a droit de bénéficier gratuitement de cet enseignement dans les Folkeskole. Si cette éducation est reçue dans une école privée indépendante agréée par l'Etat, ce dernier accorde, on l'a vu, des subventions considérables afin de réduire les frais de scolarité.

ARTICLE 15 : DROIT DE PARTICIPER A LA VIE CULTURELLE ET DE BENEFICIER
DU PROGRES SCIENTIFIQUE ET DE LA PROTECTION DES INTERETS
DES AUTEURS

A. Droit de participer à la vie culturelle

Constitution du Royaume du Danemark, loi No 169 du 5 juin 1953. Loi No 171 du 27 mai 1964 relative aux bibliothèques publiques, et amendements ultérieurs. Loi No 304 du 10 juin 1976 relative aux subventions publiques aux musées, et amendements ultérieurs. Loi No 241 du 4 juin 1970 relative au théâtre, et amendements ultérieurs. Loi No 236 du 7 juin 1972 relative au cinéma, et amendements ultérieurs. Loi No 306 du 10 juin 1976 relative à la musique, et amendements ultérieurs. Loi No 163 du 12 avril 1978 relative au Fonds national pour les arts.

Les dispositions de la Constitution concernant la liberté d'expression, l'interdiction de la censure et le droit de constituer des associations à des fins licites sont des fondements importants du droit de tous les citoyens de participer à la vie culturelle. Les rapports du gouvernement au Folketing sur la politique culturelle nationale insistent sur le fait que toutes les personnes et toutes les catégories de la population doivent jouir de ce droit. Par exemple, dans le rapport du Ministère des affaires culturelles de novembre 1977, l'un des objectifs

/...

de la politique culturelle est défini en ces termes : "La politique culturelle doit contribuer à offrir à la population de toutes les régions du pays des possibilités satisfaisantes de choisir librement entre les diverses activités culturelles proposées et à lui donner des possibilités égales de participer à ces activités". Il est également dit dans ce rapport qu'"un effort soutenu doit être fait pour assurer l'égalité d'accès de tous à la culture et supprimer les obstacles tenant à la géographie et aux conditions sociales. Il y a lieu de faire des efforts particuliers en faveur des personnes âgées, des handicapés et des malades ainsi que des enfants".

Au Danemark, on a eu largement recours à la législation en vue d'atteindre ces objectifs. Une série de lois a été adoptée depuis le début des années 60 en ce qui concerne l'octroi de subventions par les administrations centrales (et dans certains cas, municipales) au théâtre, à la production et à la distribution de films et à la musique sous toutes ses formes.

L'un des principaux objectifs de ces lois est de contribuer à la décentralisation des activités culturelles. En outre, la politique de subvention permet de maintenir le prix des billets à un niveau modique, notamment dans le domaine du théâtre où un système national d'abonnements dans lequel l'Etat prend à sa charge une partie importante du prix des billets, a été mis en place. Enfin, ces lois ont permis de fournir une assistance plus importante aux activités des groupes d'amateurs.

Au Danemark, l'existence d'un réseau de bibliothèques publiques de qualité et efficaces est considérée comme un moyen essentiel de permettre à chacun de participer à la vie culturelle.

En vertu de la loi relative aux bibliothèques publiques, chaque commune est tenue de gérer une bibliothèque publique subventionnée par l'Etat. Les bibliothèques publiques prêtent des livres et d'autres moyens de communication, gratuitement, à toutes les personnes, enfants ou adultes, qui sont inscrites au registre national danois. En outre, dans un grand nombre de bibliothèques publiques, tous les membres du public ont accès gratuitement à des expositions, à des concerts, à des projections de films, etc.; les bibliothèques jouent donc un rôle important en tant que centres culturels.

Une assistance est fournie aux arts créateurs par l'intermédiaire de la Fondation publique danoise pour les arts (voir loi No 163 du 12 avril 1978) dont la compétence s'étend à tous les arts créateurs, notamment les arts visuels, la littérature, la musique, l'artisanat d'art, l'esthétique industrielle et l'architecture.

La Fondation utilise les ressources dont elle dispose pour accorder des bourses d'études, décerner des prix, acquérir des oeuvres d'art et décorer les bâtiments publics de peintures et de sculptures.

Le Groenland dispose à présent de l'autonomie interne et les affaires culturelles du Groenland relèvent donc principalement aujourd'hui des autorités locales (gouvernement national). Toutefois, l'Etat danois continue de fournir un

/...

certain appui à la vie culturelle au Groenland. Par exemple, des crédits ont été ouverts au budget pour le versement aux auteurs groenlandais de droits au titre des prêts effectués dans les bibliothèques du Groenland.

Au cours des dernières années, de nombreuses initiatives ont été prises pour améliorer la situation des enfants sur le plan culturel. Plusieurs études ont été réalisées et divers projets mis en route en ce qui concerne par exemple les livres, le théâtre et le cinéma pour les enfants.

Depuis 1926, la radio et la télévision relèvent d'un organisme public unique, Radio Danemark, qui est en principe indépendant de l'Etat pour ce qui est de ses programmes. Les activités de cet organisme sont financées uniquement au moyen des redevances fixées par le Ministère des affaires culturelles avec l'approbation du Folketing, et la publicité n'est pas autorisée au cours des programmes.

A l'heure actuelle, des expériences sont en cours en matière de radio et de télévision locales. Des groupes et associations locaux peuvent obtenir l'autorisation de procéder à de telles expériences.

L'un des objectifs de la politique culturelle de l'Etat est de veiller à ce que les témoignages artistiques et culturels du passé soient préservés, rendus accessibles et maintenus vivants.

Les activités menées par les archives, les bibliothèques, les musées et les autorités responsables de la préservation des monuments et des sites répondent à cet objectif. Non seulement ces organismes préservent les témoignages du passé et constituent des collections mais ils effectuent également des recherches, préparent des publications, mènent des activités éducatives et organisent des expositions. La plupart des musées collaborent très étroitement avec les écoles.

L'un des principes fondamentaux de la politique culturelle danoise est que cette politique "respecte et défend la liberté d'expression et vise à créer des possibilités réelles d'exercer cette liberté".

Comme il a été mentionné précédemment, la constitution danoise interdit la censure mais cette disposition est libellée de telle manière qu'elle n'exclut pas la censure des films présentés au public. Toutefois, la censure des films présentés aux adultes a été abolie. Actuellement, seule la présentation publique de films aux enfants de certains groupes d'âges peut être interdite.

L'enseignement des arts créateurs est assuré par l'Etat dans les institutions suivantes :

- a) L'Académie royale danoise des Beaux-Arts (architecture, peinture, sculpture, etc.);
- b) L'école d'architecture d'Aarhus;
- c) L'Académie royale danoise de musique de Copenhague et les académies correspondantes dans quatre autres villes;

/...

- d) L'école de ballet du Théâtre royal;
- e) Le Conservatoire national d'art dramatique de Copenhague;
- f) L'école d'études cinématographiques.

B. Droit de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications

1) Aux termes de la législation danoise, tout le monde a le droit de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications.

2) Par l'intermédiaire des bibliothèques publiques, tous les citoyens ont accès aux collections des bibliothèques de recherche. Dans le cadre d'un vaste système de services en matière de technologie, un effort particulier est fait pour que les petites entreprises industrielles, agricoles ou autres bénéficient du progrès scientifique. D'autres initiatives en ce sens sont prises dans le cadre des activités extra-muros des universités. Des renseignements sur le dispositif ainsi mis en place figurent dans les rapports annuels que publient tous les grands instituts de recherche et souvent aussi des établissements de moindre importance. En ce qui concerne plus particulièrement l'environnement, il y a lieu de signaler que le Ministère de l'environnement accomplit un important travail d'information et publie notamment des rapports annuels; une loi sur les conditions de travail a eu pour effet depuis 1976 d'encourager les recherches dans ce domaine et l'application de leurs résultats, notamment grâce à la création d'un institut pour l'étude des conditions de travail et d'une fondation.

3) Ce point est en partie traité ci-dessus mais on peut ajouter qu'un grand nombre de revues scientifiques sont publiées au Danemark, et que beaucoup d'entre elles bénéficient d'une aide des pouvoirs publics. Outre les bibliothèques de recherche, il existe un certain nombre de centres d'information et de documentation scientifique et technique.

4) Depuis quelque temps, de grands efforts sont entrepris en ce qui concerne l'évaluation des technologies. Les projets dans ce domaine sont financés par le Conseil des technologies et le Conseil de planification de la recherche mais il n'existe pas encore au Danemark d'évaluation organisée des technologies à l'échelon des pouvoirs publics.

Il faut signaler qu'il n'y a pas encore de centrale nucléaire au Danemark parce que les problèmes du stockage des déchets radioactifs n'ont pas encore été résolus. En outre, le génie génétique fait l'objet de réglementations particulières.

C. Protection des intérêts moraux et matériels des auteurs

Loi No 158 sur le droit d'auteur, du 31 mai 1961, telle qu'elle a été modifiée par la loi No 240 du 8 juin 1977.

Loi No 157 relative aux droits sur les images photographiques, du 31 mai 1961, telle qu'elle a été modifiée par la loi No 239 du 8 juin 1977.

/...

Le Danemark a ratifié la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques et la Convention universelle sur le droit d'auteur, telles qu'elles ont été révisées pour la dernière fois (en 1971). La législation danoise satisfait aux obligations énoncées dans ces conventions.

Au Danemark, la protection des droits des auteurs ne pose en règle générale pas de difficultés majeures; toutefois, des problèmes se sont fait jour récemment dans deux domaines.

Il s'est révélé difficile de protéger les droits des auteurs en cas de reproduction à grande échelle de leurs oeuvres au moyen de méthodes reprographiques, notamment dans les établissements d'enseignement et aussi, à un certain degré, dans des organismes publics et des entreprises privées. Toutefois, pour ce qui est des établissements d'enseignement, le problème est aujourd'hui en grande partie résolu grâce à un accord conclu entre le Ministère de l'éducation et les communes d'une part et les organismes représentant les auteurs et les éditeurs d'autre part. Cet accord précise la mesure dans laquelle les oeuvres peuvent être reproduites dans les écoles publiques et fixe les droits qui doivent être versés aux auteurs au titre de ces reproductions.

On se propose de compléter cet accord par l'introduction d'une disposition nouvelle dans la loi sur le droit d'auteur prévoyant que, sous certaines conditions, l'accord liera également les auteurs qui ne sont pas membres des organismes parties à l'accord.

Une autre pratique qui a soulevé des difficultés est l'enregistrement de plus en plus fréquent par des particuliers de programmes radiotélévisés et de disques. Il paraît équitable de rechercher les moyens de faire en sorte, d'une façon ou d'une autre, que les auteurs et les exécutants puissent toucher une rémunération pour cette forme d'exploitation de leurs oeuvres et on envisage de créer une taxe sur les cassettes vierges au profit de ces catégories.

Pour ce qui est des chercheurs employés dans le secteur public, des règles particulières en matière de protection des intérêts moraux et matériels des auteurs sont appliquées afin de protéger les droits des chercheurs sur les résultats de leurs propres travaux. Dans les universités et instituts d'enseignement supérieur danois, des règles particulières assurent aux instituts de recherche une partie des bénéfices résultant des activités contractuelles de recherche.

Du fait que les universités et instituts d'enseignement supérieur danois jouissent d'une autonomie complète, les règles détaillées en la matière seront fixées dans une certaine mesure de manière décentralisée (par exemple, dans les statuts des différents établissements).

Pour ce qui est des activités contractuelles de recherche, les difficultés peuvent tenir au fait que l'entreprise qui passe le contrat souhaite souvent que les recherches restent entourées d'un certain secret alors que le chercheur aspire fréquemment à en publier les résultats ce qui, paradoxalement, a pour effet de lui conférer les droits exclusifs.

/...

D. Mesures prises pour assurer le maintien, le développement et la diffusion de la science et de la culture

1) Loi relative aux conseils de la recherche et au Conseil pour la planification de la recherche de 1972 : les conseils de la recherche allouent chaque année des crédits considérables à la recherche. En outre, le paragraphe 2 de la loi relative à l'administration des établissements d'enseignement supérieur stipule que les universités, les centres universitaires et les autres établissements d'enseignement supérieur sont tenus notamment d'effectuer des recherches; les établissements en question décident des recherches à entreprendre. Les conseils de la recherche fournissent une aide financière importante aux revues scientifiques publiées au Danemark et dans les pays nordiques.

2) Cette question est si vaste qu'il est impossible d'y répondre dans le cadre du présent document.

E. Droit à la liberté en matière de recherche scientifique et d'activités créatrices

1) Il a déjà été répondu en partie à cette question au paragraphe 1 de la section D, mais on peut ajouter que le paragraphe 13 de la loi relative à l'administration des établissements d'enseignement supérieur susmentionnée stipule que les chercheurs sont libres de choisir les sujets de leurs travaux.

2) Il y a lieu de noter que par les crédits importants qu'il alloue non seulement aux universités et aux autres établissements d'enseignement supérieur mais aussi à un grand nombre d'autres instituts publics de recherche, l'Etat détermine les grandes orientations des activités de recherche.

3) Il n'est pas nécessaire de prendre des mesures pour garantir cette liberté qui n'est nullement menacée. Ce sont les chercheurs eux-mêmes qui procèdent à des échanges d'information, de vues et de données d'expérience, par exemple lors d'un certain nombre de colloques, séminaires, conférences, etc., qui néanmoins bénéficient souvent d'une aide des pouvoirs publics.

4) Les entreprises, etc., susmentionnées peuvent recevoir, et reçoivent effectivement, à leur demande, une aide des six conseils de la recherche publics.

5) Les ressources dont disposent les conseils de la recherche paraissent souvent insuffisantes.

F. Encouragement et développement de la coopération et des contacts internationaux dans le domaine de la science et de la culture

1) Les conseils de la recherche financent dans une certaine mesure la participation de chercheurs danois aux activités de coopération internationale dans le domaine de la recherche. Au niveau de l'Etat, le Danemark est membre d'un certain nombre d'organisations internationales s'occupant de recherches (par exemple le CERN, l'ASE, l'ESO, l'EMBL) et participe aux activités concertées de recherche menées au niveau du Marché commun et des pays nordiques.

/...

2) Voir 1) ci-dessus.

3) La question est trop générale pour qu'on puisse y répondre. Cependant on peut mentionner que pour un pays ne disposant que de possibilités limitées en matière de recherche, des problèmes peuvent se poser en ce qui concerne sa capacité à participer aux activités de coopération internationale dans ce domaine.

/...

Annexe

LISTE DES DOCUMENTS DE REFERENCE a/

1. "The education system" publié par le Ministère danois de l'éducation (en anglais)
2. Résolution du Parlement relative à l'éducation des jeunes (en anglais)
3. "Sex roles and education" (en anglais)
4. Textes des autres principales lois et réglementations mentionnés dans le rapport (en danois).

a/ Ces documents, qui ont été communiqués par le Gouvernement danois, peuvent être consultés au Secrétariat.
